

# **Communauté de Communes du Pays de Mortagne-au-Perche**

**Département de l'Orne**

----

## **Concession du Service Public Gestion de l'aérodrome de Mortagne au Perche**

<p><b>REGLEMENT DE CONSULTATION</b> <b>dans le cadre d'une procédure adaptée</b></p>
--

**Date et heure limites de réception des  
candidatures et des offres :  
31 mai 2022 à 12 heures**

Dossier de consultation disponible sur : **[http://www.cdc-mortagne-  
au-perche.com/fr/marches-publics](http://www.cdc-mortagne-au-perche.com/fr/marches-publics)**

Candidature et offre à transmettre à :  
**[dgs@cdc-mortagne-au-perche.com](mailto:dgs@cdc-mortagne-au-perche.com)**

## SOMMAIRE

<b>1. Objet de la consultation.....</b>	<b>3</b>
<b>2. Caractéristiques du service concédé.....</b>	<b>3</b>
<b>3. Valeur estimée du contrat de concession.....</b>	<b>4</b>
<b>4. Conditions de la consultation.....</b>	<b>4</b>
4.1. Déroulement de consultation.....	4
4.2. Délai de validité des offres.....	4
4.3. Modifications de détail apportées au dossier de consultation.....	4
4.4. Offres spontanées.....	5
4.5. Visite sur site.....	5
<b>5. Contenu du dossier de consultation.....</b>	<b>5</b>
<b>6. Présentation des candidatures.....</b>	<b>5</b>
<b>7. Présentation des offres.....</b>	<b>6</b>
<b>8. Sélection des candidatures.....</b>	<b>6</b>
<b>9. Critères de jugement des offres.....</b>	<b>7</b>
<b>10. Conditions d'envoi ou de remise des candidatures et des offres.....</b>	<b>7</b>
10.1. Note d'établissement du compte d'exploitation prévisionnel.....	8
<b>11. Renseignements complémentaires.....</b>	<b>8</b>
<b>12. Indemnités.....</b>	<b>8</b>

## 1. Objet de la consultation

---

La Communauté de Communes du Pays de Mortagne au Perche est compétente en matière de développement économique dans les conditions prévues à l'article L 4251-17 du CGCT. A ce titre et pour permettre le maintien de l'activité aéronautique existante, la Communauté de communes a acheté en juillet 2021 l'ensemble de la propriété de l'aérodrome de Mortagne au Perche à la Chambre de Commerce et d'Industrie Portes de Normandie.

L'objet de la présente consultation est la passation d'un contrat de concession de service public pour la gestion et l'exploitation de l'aérodrome de Mortagne au Perche selon les termes du projet de contrat joint au présent règlement de consultation.

La durée du contrat concession de service public est de 10 ans.

La date de démarrage prévue pour le contrat est le 1<sup>er</sup> juillet 2022.

Le concessionnaire du service public de l'aérodrome de la Communauté de Communes aura en charge :

- L'exploitation des aires aéronautiques
- La gestion de l'activité et l'exploitation des bâtiments ainsi que de la station essence
- La police de l'exploitation de l'aérodrome
- La mise en sécurité et l'entretien de l'ensemble de la propriété de l'aérodrome.

## 2. Caractéristiques du service concédé

---

Le service public concédé présente les caractéristiques suivantes (situation au 1<sup>er</sup> mars 2022) :

Documents d'exploitation	<ul style="list-style-type: none"><li>- Convention conclue avec le Ministre de l'Aviation Civile au titre de l'article L6321-3 du Code de l'Aviation Civile en date du 30 novembre 2021</li><li>- Décret du 31 décembre 1974 portant classement en catégorie D de l'aérodrome</li><li>- Arrêté du 19 janvier 1981 portant affectation de l'aérodrome pour les besoins de l'aviation générale et de la formation aéronautique</li></ul>
Installations	<ul style="list-style-type: none"><li>- Terrains d'une superficie totale de 14ha 86a 22ca</li><li>- 1 piste principale revêtue de 720x18m orientée 07x25</li><li>- 1 piste aéromodélisme de 900 m<sup>2</sup></li><li>- Voies d'accès à l'aérodrome, de circulation, de desserte des pistes, aires de stationnement et de manœuvre</li><li>- Aires de stationnement pour aéronefs et véhicules automobiles</li><li>- Raccordement de la plate-forme aux réseaux publics, de distributions d'énergies, électriques et de télécommunications</li><li>- Tout ouvrage destiné à la collecte, l'écoulement, le traitement et l'assainissement des eaux</li><li>- Station essence (88 m<sup>2</sup> - réserve de 15 000 litres)</li><li>- Club house (180 m<sup>2</sup>)</li><li>- Hangar abris avions (650 m<sup>2</sup>)</li></ul>

### 3. Valeur estimée du contrat de concession

---

En application de l'article R3121-1 du Code de la Commande Publique, la valeur estimée du contrat de concession correspondant au chiffre d'affaires total hors taxes du concessionnaire pendant la durée du contrat a été établie comme suit : Chiffre d'affaires estimé (derniers chiffres connus par la collectivité – location hangar, recettes carburant, vente d'herbe) année 2018 - multiplié par la durée du contrat (10 ans)).

La valeur estimée du contrat de concession s'établit à 89 000 €.

### 4. Conditions de la consultation

---

#### 4.1. Déroulement de consultation

La consultation est menée conformément à la procédure décrite aux articles L.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et dans le respect du Code de la Commande Publique.

La Commission mentionnée à l'article L.1411-5 du Code général des Collectivités Territoriales se réunira, après la date limite de dépôt des candidatures et offres :

- Elle procédera à l'ouverture des plis contenant les candidatures et sélectionnera les candidats présentant des dossiers conformes aux conditions requises.
- Elle procédera ensuite à l'ouverture des plis contenant les offres des candidats retenus, et réalisera l'analyse de celles-ci puis émettra un avis à l'intention du Président.

Ayant pris connaissance de l'avis, le Président ou son représentant engagera des négociations avec l'un ou l'autre des candidats dont les offres sont les mieux classées au regard des critères de notation des offres mentionnées au présent règlement de la consultation.

A la fin de la phase de négociation, le Président établira un classement final des candidats et sélectionnera le candidat dont l'offre est économiquement la plus avantageuse au vu de l'appréciation globale des critères précisés le présent règlement de la consultation.

Le Président proposera à l'approbation de l'Assemblée délibérante, deux mois au moins après la date fixée pour l'ouverture des offres, le candidat qu'il aura sélectionné ainsi que les termes du contrat de concession qu'il envisage de signer.

Pour la bonne information des membres de l'Assemblée délibérante, les documents sur lesquels ils seront appelés à se prononcer leur seront transmis au moins quinze jours avant la tenue du Conseil Communautaire.

L'Autorité concédante se réserve le droit, à tout moment, de ne pas donner suite à la présente consultation si cela va dans le sens de l'intérêt général.

#### 4.2. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **six mois** à compter de la date limite de remise des offres.

#### 4.3. Modifications de détail apportées au dossier de consultation

L'Autorité concédante se réserve le droit d'apporter, au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats dûment avertis devront répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir réclamer d'indemnités.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date de remise des offres est repoussée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

#### 4.4. Offres spontanées

Les offres spontanées remises par un candidat au cours des négociations et ne faisant pas suite à une sollicitation de l'Autorité concédante ne sont pas admises, conformément à l'article L.3124-2 du Code de la Commande Publique. Les offres spontanées ne seront pas analysées.

#### 4.5. Visite sur site

Une visite **facultative** peut être organisée en présence d'un représentant de l'Autorité concédante.

**Les candidats sont priés de confirmer qu'ils souhaitent visiter au plus tard le 9 mai 2022 à 12h00 en envoyant un message à :**

Email : [dgs@cdc-mortagne-au-perche.com](mailto:dgs@cdc-mortagne-au-perche.com)

Le nombre maximal de personnes autorisé par candidat pour participer à la visite est de 3 par candidat.

### 5. Contenu du dossier de consultation

---

Le dossier de consultation comprend :

1. Le présent règlement de la consultation
2. Le projet de contrat de concession
3. Un dossier technique comprenant les annexes complémentaires :
  - la convention entre l'aviation civile et la Communauté de communes signée le 30 novembre 2021.

Les candidats peuvent télécharger le dossier complet sur le profil acheteur de la Collectivité accessible à l'adresse suivante :

<http://www.cdc-mortagne-au-perche.com/fr/marches-publics>

### 6. Présentation des candidatures

---

Les justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat permettant à l'Autorité concédante d'apprécier ses garanties professionnelles et financières et son aptitude à assurer l'égalité des usagers devant le service public et la continuité du service public :

#### A) Situation propre des opérateurs économiques y compris exigences relatives à l'inscription au SIRENE ou registre du commerce ou de la profession :

- Lettre de candidature précisant l'identité du candidat
- Agrément de l'État permettant au gestionnaire d'assurer l'exploitation d'un aérodrome
- Une attestation sur l'honneur :
  - que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus à l'article R3123-16 du Code de la Commande Publique,
  - Que les renseignements et documents relatifs à ses capacités et à ses aptitudes, exigés par le présent règlement de la consultation en application des articles L. 3123-18, L. 3123-19 et L. 3123-21 du code de la commande publique et dans les conditions fixées aux articles R. 3123-1 à R. 3123-8 du même code, sont exacts.
- Éléments juridiques relatifs à la structure du candidat : forme juridique, date de création, capital social, actionnaires ou associés principaux.
- Justificatif de l'inscription du candidat au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire SIRENE (extrait K Bis ou document d'effet équivalent) ou autre registre professionnel, ou récépissé

de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités ou de la Préfecture pour les candidats ayant commencé leur activité depuis moins d'un an.

**B) Capacité économique et financière :**

- Toutes pièces permettant d'apprécier les garanties financières du candidat, notamment les comptes annuels des trois derniers exercices.

**C) Capacité technique et professionnelle :**

- Toutes pièces permettant d'apprécier l'aptitude à assurer la continuité du service public.

Pour chaque document demandé, un document d'effet équivalent peut être produit.

## **7. Présentation des offres**

---

Les offres doivent être rédigées en **français** et l'unité monétaire utilisée doit être l'Euro (€).

L'offre remise par chaque candidat sera composée de la manière suivante :

**PIECE 1.** Une attestation indiquant que le projet de contrat non modifié est accepté par le représentant légal du candidat.

**PIECE 2.** Les candidats doivent fournir un « mémoire technique ». Ces éléments pourront être intégrés aux articles concernés figurant dans le projet de contrat. Ce mémoire technique a pour objectif de définir les méthodologies, outils, moyens, matériaux et matériels qui seront mis en œuvre dans le cadre de la présente concession de service public, ainsi que l'organisation, les moyens et les modalités d'exploitation que le candidat s'engage à mettre en œuvre.

**PIECE 3.** Un compte d'exploitation prévisionnel correspondant à toutes les prestations décrites dans le contrat complété sur tableur au format .xls. Ce document sera annexé au contrat.

**PIECE 4.** Les attestations d'agrément et d'assurance prévues au contrat dont dispose le candidat à la date d'établissement de son offre.

L'Autorité concédante informe les candidats qu'elle ne retiendra pas les offres qui seraient incomplètes ou non conformes à une disposition du règlement de consultation.

## **8. Sélection des candidatures**

---

Avant de procéder à l'examen des candidatures, la Collectivité qui constate que des pièces ou informations dont la production était obligatoire conformément à l'article 6 du présent règlement de la consultation pourra demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai approprié.

La commission prévue à l'article L. 1411-5 du code général des collectivités territoriales éliminera les candidats :

- Qui produisent une candidature incomplète, le cas échéant après mise en œuvre de la phase de complément mentionnée au premier alinéa du présent article, ou contenant de faux renseignements ;
- Qui ne peuvent participer à la procédure de passation en application des articles L.3123-1 à L.3123-16 du CGCT ;
- Qui, après examen de leurs garanties professionnelles et financières, de leur respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 à L. 5212-4 du code du travail et de leur aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public, ne possèdent pas les capacités ou les aptitudes nécessaires à l'exécution du contrat.

Les candidats non admis à concourir seront informés par la Collectivité des motifs ayant conduit à rejeter leur candidature.

## 9. Critères de jugement des offres

---

Le jugement des offres sera effectué en considération des critères suivants, hiérarchisés dans cet ordre (du plus important au moins important) :

### ■ Aspects techniques

- Étendue globale des moyens mis à disposition
- Expertise dans l'exploitation du service et méthodologie générale pour la gestion de crise

### ■ Aspects financiers

- Cohérence du compte d'exploitation prévisionnel

### ■ Qualité du service

- Relations avec les usagers et actions de communication
- Relations avec l'Autorité concédante, transparence de la gestion
- Prise en compte du développement durable

## 10. Conditions d'envoi ou de remise des candidatures et des offres

---

Les candidatures et les offres peuvent être envoyées par voie électronique à [dgs@cdc-mortagne-au-perche.com](mailto:dgs@cdc-mortagne-au-perche.com)

La transmission des candidatures et des offres par courriel est autorisée pour les contrats de concession.

La remise des plis par voie électronique s'effectue dans les conditions techniques suivantes :

**Le pli sera composé de deux dossiers :**

- **Un contenant les documents relatifs à la candidature.** Il est demandé de remettre **un seul fichier électronique** (Word, Excel, PDF ...) par document transmis (un seul fichier par attestation, justificatif, etc.) ;
- **Un contenant les pièces relatives à l'offre.** Il est demandé de remettre **un seul fichier électronique** (Word, Excel, PDF ...) par document transmis (un seul fichier pour le contrat accepté, un seul fichier pour les compléments, etc.)

Tout document envoyé par un candidat dans lequel un virus informatique est détecté par le maître d'ouvrage sera réputé n'avoir jamais été reçu. Par ailleurs, afin d'empêcher la diffusion de virus informatique, les candidats ne doivent utiliser ni les exécutables (notamment les .exe) ni les macros.

Les formats de fichiers acceptés par le maître d'ouvrage sont les suivants : Word, Excel, PowerPoint, OpenOffice, libreoffice, archives .zip et fichiers .pdf.

Le dépôt des plis transmis par voie électronique donne lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de réception.

Les dépôts qui parviennent après la date et l'heure de remise des candidatures et des offres ne seront pas retenus.

## **10.1. Note d'établissement du compte d'exploitation prévisionnel**

### **■ Règles générales**

Le Compte d'Exploitation Prévisionnel (CEP) doit être établi par le candidat de manière à retranscrire ses prévisions d'évolution des charges et produits sur la durée du contrat.

Il sera présenté en respectant les prescriptions suivantes :

- Tous les montants seront exprimés en euros constants à la date de prise d'effet du contrat.

## **11. Renseignements complémentaires**

---

Les candidats veilleront à renseigner une adresse électronique valide durant toute la consultation pour assurer une parfaite transmission de l'information.

Les candidats sont autorisés à demander à la Collectivité tous renseignements complémentaires qu'ils jugeraient utiles pour la préparation de leurs offres.

Ces questions devront être transmises au plus tard 15 jours calendaires avant la date limite de remise des offres.

Il ne sera répondu à aucune question orale. Les réponses à l'ensemble des questions écrites seront transmises à tous les candidats ayant demandé à participer à la consultation au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront adresser leur question par mail à l'adresse [dgs@cdc-mortagne-au-perche.com](mailto:dgs@cdc-mortagne-au-perche.com)

Les candidats qui n'ont pas posé, avant les dates et heures limites mentionnées au présent article, des demandes de précisions ou de compléments au cahier des charges, sont réputés avoir estimé que le dossier de consultation des entreprises comportait tous les éléments leur permettant de remettre une offre parfaitement adaptée à l'objet du marché, et ne pourront pas exciper d'une insuffisance du dossier de consultation des entreprises.

## **12. Indemnités**

---

Aucune indemnité, aucun droit de remboursement de frais, ne sera alloué aux candidats au titre des études et projets présentés.